

**FRATERNITE BELGO-CONGOLAISE**  
Commémoration des événements  
tragiques causés par les rébellions  
au Congo en 1964



**BELGIE-CONGO VERBROEDERD**  
Herdenking van de tragische  
gebeurtenissen als gevolg van  
de rebellies in Congo in 1964

### **La République Populaire du Congo – Stanleyville 1964**

La révolte des Mulelistes dans le Kwilu et des Simbas dans l'est du Congo est directement issue des événements politiques qui ont marqué le Congo depuis l'indépendance, notamment la chute du gouvernement de Patrice Lumumba en 1960, rejetant les partis extrémistes dans l'opposition, et la dissolution du Parlement le 29 septembre 1963.

Le jour de cette dissolution, une assemblée des partis de l'opposition, dominée par le Mouvement National Congolais Lumumba (M.N.C.-L.) se réunit à Léopoldville (Kinshasa) et fonde, le 3 octobre 1963, le Conseil National de Libération (C.N.L.) avec, comme objectifs, le renversement du gouvernement et la réalisation d'une « décolonisation totale et effective du Congo, dominé par la coalition des puissances étrangères ».

Tous les dirigeants du C.N.L. se retrouvent ensuite à Brazzaville où ils élaborent les règles qui vont constituer la base de l'endoctrinement des troupes révolutionnaires, soit l'élimination des intellectuels congolais et la protection des étrangers, sous réserve que ceux-ci ne fassent pas de politique.

\* \* \*

Revenu en juillet 1963 dans le Kwilu, dont il est originaire, Pierre Mulele, qui a reçu un endoctrinement chinois, va préparer une troupe de jeunes partisans, destinée à encadrer une révolte paysanne, et déclenche la lutte armée en janvier 1964.

L'insurrection se limitera toutefois au Kwilu et même aux deux ethnies dont lui-même et Gizenga sont originaires et diminuera d'intensité en 1965 pour cesser pratiquement en 1966.

Il en va tout autrement dans l'est du Congo ; Gaston Soumialot est envoyé en janvier 1964 au Burundi pour préparer une autre insurrection qu'il mènera avec une armée de Simbas. Différence fondamentale avec l'insurrection des Mulelistes au Kwilu : Soumialot, qui a été endoctriné par les Soviétiques (de même que Gbenye), se base avant tout sur une Armée Populaire de Libération (A.P.L.) pour entamer la conquête du pays, sans aucune participation de la population.

Autre idée qu'il nous faut bien qualifier de géniale : même si les pratiques magiques ont toujours eu beaucoup d'influence dans le pays, leur application à toute une troupe militaire est nouvelle, et les Simbas se retrouvent convaincus de leur invulnérabilité grâce à un rituel de « baptêmes » renouvelables à volonté, en cas de transgression du règlement.

Et, comme l'Armée Nationale Congolaise (A.N.C.) est également convaincue de cette invulnérabilité des Simbas, le mouvement révolutionnaire s'est étendu en quelques mois dans environ deux tiers du Congo (Sankuru en province du Kasai, au nord du Katanga (Shaba), province du Kivu, à l'exception de Bukavu, province Orientale et une partie de la province de l'Equateur).

Au point de vue politique, un mois après la conquête de Stanleyville (Kisangani) le 5 août 1964, la « République Populaire du Congo-Stanleyville » est instaurée le 5 septembre, sous la présidence de Christophe Gbenye. Ce régime éphémère s'effondrera le 24 novembre 1964, suite aux opérations menées par les para-commandos belges (avec assistance logistique américaine) à Stanleyville et à Paulis, et par l'Armée Nationale Congolaise, qui ont abouti au sauvetage de nombreux otages.

Le pays ne sera toutefois véritablement pacifié qu'à la fin de l'année 1966 pour la province Orientale et en 1967 pour la région de Fizi-Baraka en province du Kivu.

\* \* \*

Le Conseil National de Libération avait édicté l'élimination des intellectuels congolais et la protection des étrangers, sous réserve que ces derniers ne fassent pas de politique.

De même que l'on assure les rebelles Simbas de leur invulnérabilité grâce aux « baptêmes », on leur inculque également le comportement qu'ils doivent avoir envers les Congolais et les étrangers.

Et c'est au cours de cette avancée rapide, qui va bientôt contrôler un territoire représentant environ trois fois la superficie de la France, que l'élimination physique des « intellectuels » se fait systématiquement et immédiatement, c'est-à-dire selon des instructions précises reçues des dirigeants rebelles.

Si nous avons mis le mot « intellectuels » entre guillemets c'est parce que ce terme prend un sens très extensif et s'applique à tous ceux qui détiennent une certaine autorité (administration des territoires, commis, policiers, plantons, soldats prisonniers) ou qui ont acquis une situation légèrement supérieure à la moyenne de la population (petits commerçants, cadres de sociétés. Et dans une ethnie qui s'est déclarée ouvertement hostile aux Simbas, c'est toute la population qui est massacrée, femmes et enfants compris.

Mais ce n'est pas encore assez pour cette population congolaise ; le vide créé par cette élimination des « intellectuels » amène inévitablement l'émergence d'individus beaucoup moins recommandables et de groupes de jeunes fanatiques qui vont se livrer à des atrocités épouvantables pour asseoir leur autorité ; comme ces supplices qui durent plusieurs heures, avec la présence obligatoire des familles.

C'est aussi la volonté de détruire tous les tabous de la société traditionnelle congolaise, notamment en obligeant les parents des suppliciés à se livrer, en public, à des rapports incestueux, intergénérationnels, sous peine de voir toute la famille exécutée.

Malgré cette situation tragique, où la population congolaise est traitée avec mépris et cruauté par les Simbas, qui l'utilisent sans retenue pour assouvir leurs instincts les plus bas, il est d'autant plus remarquable de voir tant de Congolais manifester leur dignité d'être humain en se portant au secours des Belges et autres expatriés, qu'ils sauveront, au péril de leur propre vie, en les cachant, en les alimentant, en les aidant à fuir.

\* \* \*

En ce qui concerne la population étrangère, l'on peut dire que les règles édictées par le C.N.L. ont été respectées en grande partie, même si l'on compte environ 35 personnes tuées avant le 24 novembre 1964 ; les circonstances de ces morts sont rarement connues, surtout pour celles survenues dans le Sankuru (Kasaï) et au nord du Katanga (Shaba); dans les autres régions, il faut noter deux accidents, deux vengeances, deux imprudences particulièrement risquées, trois religieux assassinés suite à un bombardement effectué par des mercenaires.

La vie quotidienne est toutefois très difficile et à la limite du supportable (vols, viols, pillages, exactions et actes de violence de toutes sortes, arrestations arbitraires) alors que s'éloigne le faible espoir d'une solution pacifique, comme en 1961, au fur et à mesure de l'avance de l'A.P.L. qui s'est fixée comme but de conquérir tout le Congo.

Et c'est ainsi que, le 24 octobre 1964, en province de l'Equateur, entre Boende et Coquilhatville (Mbandaka) à la digue de Bikili, l'avancée des Simbas est définitivement stoppée par des mercenaires blancs qui leur ont tendu une embuscade ; et là ce n'est plus un ou deux morts qui tombent comme lors des contacts avec l'A.N.C. (bataille de Butembo par exemple), mais bien des centaines de Simbas qui sont tués par des Blancs, ceux qui en réchappent se mettant à douter fortement de l'invulnérabilité qui leur avait été promise.

Le général Olenga est obligé de réagir dans les jours qui suivent ; le 27 octobre et les jours suivants, il donne l'ordre d'arrêter et d'emprisonner les Belges et les Américains dans toutes les régions occupées par les rebelles ; décision pour le moins paradoxale – mais où sont la raison et la logique dans cette tragédie ? – car aucun Belge, ni aucun Américain ne faisait partie de cette troupe de mercenaires. La même remarque vaut aussi concernant le bombardement d'Isangi effectué le 19 novembre 1964, qui provoquera comme représailles, l'assassinat d'un prêtre (néerlandais) et de deux religieuses (une américaine et une belge).

A Stanleyville (Kisangani), environ 300 Belges sont détenus à la prison et dans des camps militaires, les femmes et les enfants étant retenus à l'hôtel des Chutes.

L'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) se préoccupe toutefois de cette situation, et la visite de Jomo Kenyatta est annoncée à Stanleyville, le président kenyan devant examiner les conditions de détention des otages étrangers.

Si finalement l'on ne verra pas arriver Jomo Kenyatta, l'annonce de cette visite aura au moins eu pour effet de provoquer le rassemblement de tous les otages en un seul endroit au centre de la ville : l'immeuble Victoria.

L'on peut dire que ce regroupement des otages a eu pour effet d'éviter le massacre supplémentaire de centaines de Belges et d'Américains lors des opérations de parachutage (para-commandos belges, colonel Laurent) et de reconquête du territoire (A.N.C., colonel Vandewalle) le 24 novembre 1964 à Stanleyville.

Ces opérations militaires, notamment la reprise de Stanleyville le 24 novembre 1964, provoquèrent la chute du Gouvernement de la République Populaire du Congo, la fuite de ses

dirigeants dans le reste de la Province Orientale et, en représailles, le massacre de plus de 300 expatriés durant les derniers jours de novembre 1964.

\* \* \*

Le mouvement révolutionnaire des Simbas n'aura rien apporté de positif dans les régions qu'il avait conquises, mais aura provoqué l'assassinat de milliers de Congolais et de quelque 420 étrangers, Belges pour la plupart.

Cinquante ans après ces événements tragiques de 1964, une cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale des Saints Michel et Gudule à Bruxelles, le 20 septembre 2014, en hommage aux victimes congolaises et étrangères, et à tous ceux qui sont venus en aide aux personnes menacées.

Des cérémonies semblables seront également prévues au Congo, notamment dans les régions ayant souffert de ce mouvement révolutionnaire.

Placées sous le signe d'un hommage aux victimes et de condoléances à leurs familles, ces cérémonies seront aussi l'occasion d'exprimer toute notre reconnaissance envers ceux qui se sont si courageusement portés à leur secours, comme les communautés étrangères, les militaires et les nombreux civils Congolais qui l'ont fait au péril de leur vie.

Michel Faeles

Ancien Directeur à la Fédération des Entreprises  
du Congo

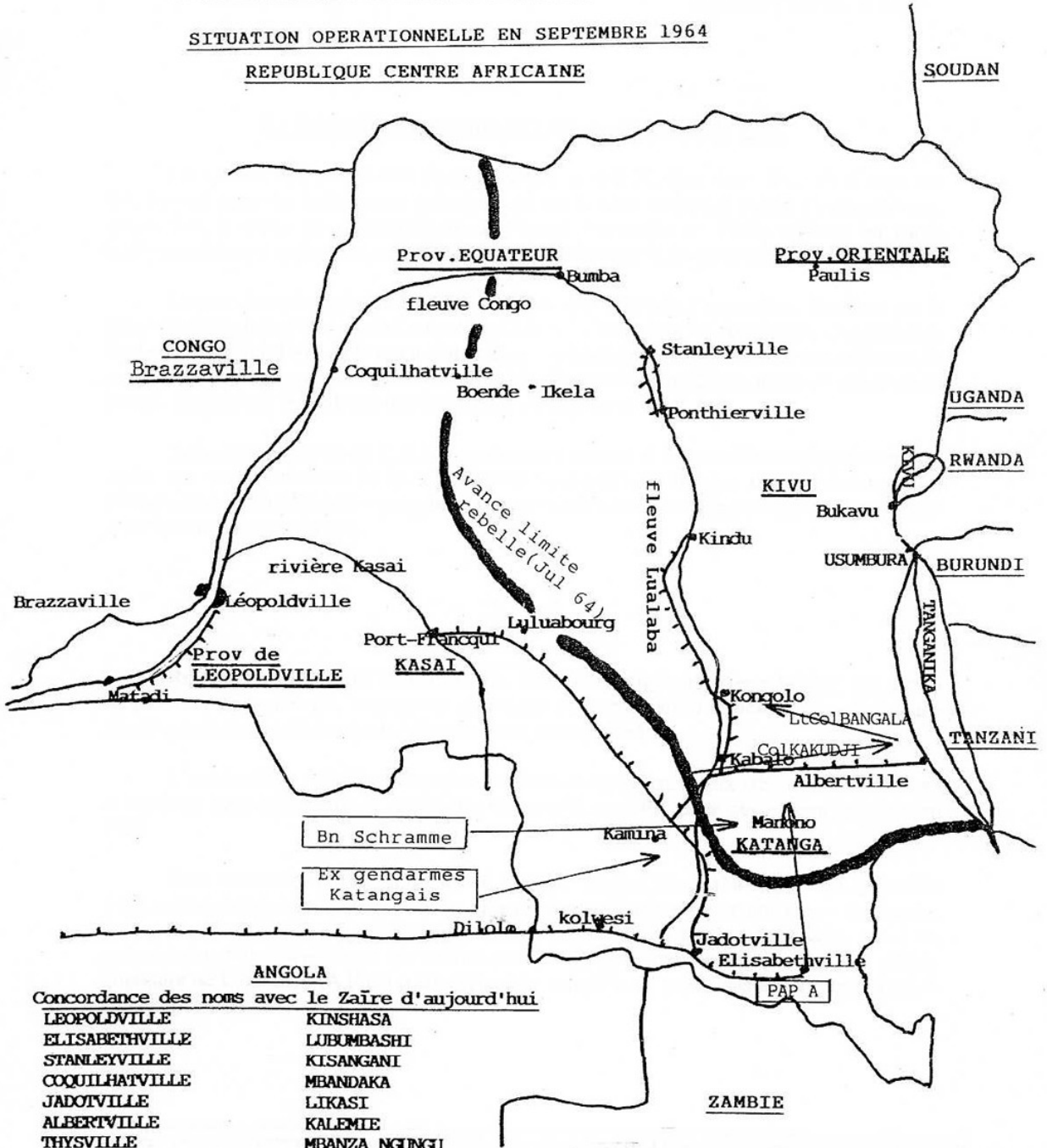
---

Siège social / Maatschappelijke zetel: Chemin des Deux Maisons 77/19 Twee Huizenweg 1200 Bruxelles/Brussel  
Compte bancaire de l'Association/Bankrekening van de Vereniging : IBAN BE48 0017 0050 0027 BIC GEBABEBB  
[www.fraternitebelgocongolaise.be](http://www.fraternitebelgocongolaise.be) <http://www.fraternitebelgocongolaise.be/nl> Email [m.faeles@live.fr](mailto:m.faeles@live.fr)

Carte extraite du livre "Les Compagnons de l'Ommegang"  
 par le Colonel honoraire BEM. André Closset,  
 Editions de l'Aronde, Avin-en-Hesbaye, 1955.

LE CONGO EN 1964

SITUATION OPERATIONNELLE EN SEPTEMBRE 1964



Concordance des noms avec le Zaïre d'aujourd'hui

LEOPOLDVILLE	KINSHASA
ELISABETHVILLE	LUBUMBASHI
STANLEYVILLE	KISANGANI
COQUILHATVILLE	MBANDAKA
JADOTVILLE	LIKASI
ALBERTVILLE	KALEMIE
THYSVILLE	MBANZA NGUNGU
PORT-FRANCOU	ILEBO
PAULIS	ISIRO
LULUABOURG	KANANGA
KATANGA	SHABA
Bonhierville	UBUNDU

N.B.-BUKAVU, chef-lieu de la province  
 du Kivu, est restée aux mains  
 de l'Armée Nationale Congolaise.